

Sarkozy ramène en douce la constitution

Il veut faire voter par sa majorité un traité simplifié pour annuler le « non » des Français. **PAGE 2**

L'Humanité

« Ce que je souhaite
de tout mon cœur,
c'est que ma mort serve
à quelque chose. »

GUY MÔQUET



Qui était vraiment Guy Môquet

Le sens du combat du jeune résistant communiste, fusillé par les nazis.
Le témoignage d'**Odette Nilès**, les regards du journaliste **Pierre-Louis Basse**,
de l'historien **Roger Bourderon** et un entretien avec l'écrivain **Marc Lévy**.
Le texte d'**Aragon** qui, en 1942, a révélé à la France et au monde l'assassinat
des 27 de Châteaubriant. **CAHIER CENTRAL**



IL S'APPELAIT GUY MÔQUET, IL AVAIT 17 ANS

Emprisonné pour avoir diffusé les idées communistes, fils du député communiste Prosper Môquet, il fit partie des otages choisis par le ministre de l'Intérieur de Pétain, Pierre Pucheu, et fusillés par les nazis à Châteaubriant.

La station Guy-Môquet est sur la ligne 13 du métro, celle qui va à Saint-Denis et au siège du journal. Sur l'un des quais il y a une sorte de petite cabane vitrée. Dedans, la photo de Guy Môquet, celle de ses parents et la lettre. Cette lettre-là. Combien de gens, se disait-on souvent, passeront sans la voir, sans la lire. Combien de jeunes gens, filles et garçons, ne sauront même pas qu'il avait leur âge quand il a été fusillé par les nazis, à Châteaubriant, près de Nantes, le 22 octobre 1941, dans la carrière de la Sablière.

Pourquoi faut-il maintenant que revienne avec insistance ce vers de Rimbaud : « On n'est pas sérieux, quand on a dix-sept ans. » Guy Môquet habitait avec sa mère à deux rues de la station. Rue Baron, dans ce 17^e arrondissement dont son père était le député.

1936. Il a douze ans. Prosper Mô-

partie de la grande bourgeoisie : « Mieux vaut Hitler que le Front populaire » vont bientôt être exaucées. La signature du pacte germano-soviétique va lui donner le prétexte qu'elle attend pour interdire le Parti communiste, interdire *l'Humanité*. Dès le 4 septembre 1939, des peines de prison de trois à quinze mois vont punir les militants communistes qui distribuent *l'Huma* devenue clandestine ou des tracts. Le 10 octobre 1939, Prosper Môquet, qui est venu voir sa femme et ses enfants en Normandie où ils se sont réfugiés, est arrêté. Il sera incarcéré avec les autres députés communistes qui n'ont rien renié ou abjuré au bague de Maison-Carrée, en Algérie. En mars 1940, plus de trois mille militants communistes et syndicalistes sont emprisonnés. C'est le temps de la haine. Un journal, *Gringoire*, demande : « Le poteau pour les traîtres communistes. » Le 4 avril, le décret Sérol, du

**« Papa est arrêté, dit-il,
je dois le remplacer. »**

**Dans le 17^e arrondissement, il organise
les Jeunesses communistes clandestines.**

quet est cheminot, militant syndical. C'est le candidat du Parti communiste. Au second tour, il est élu député des Épinettes. Quelque temps après, on va danser dans les usines occupées. Des millions de salariés sont en grève. Jusqu'aux femmes de chambre dans les beaux hôtels de Paris. C'est le Front populaire et la vie est à eux. On imagine sans mal de quoi l'on peut parler dans la famille Môquet, chez les amis, les voisins. Le tout jeune homme est fier de son père. Torturé après son arrestation, à peine trois ans plus tard, il aurait répondu à ceux qui l'interrogent, les policiers français qui lui demandent les noms des amis de son père : « Ce sont tous les braves gens qui l'ont élu en 1936. » La réponse à de l'allure. Guy Môquet aime les belles phrases et s'essaye, maladroitement il faut bien le dire, à la poésie. C'est en alexandrins qu'il écrira au président Édouard Herriot pour demander la libération de son père :

« Monsieur le Président, je suis l'un des enfants d'un de ces députés

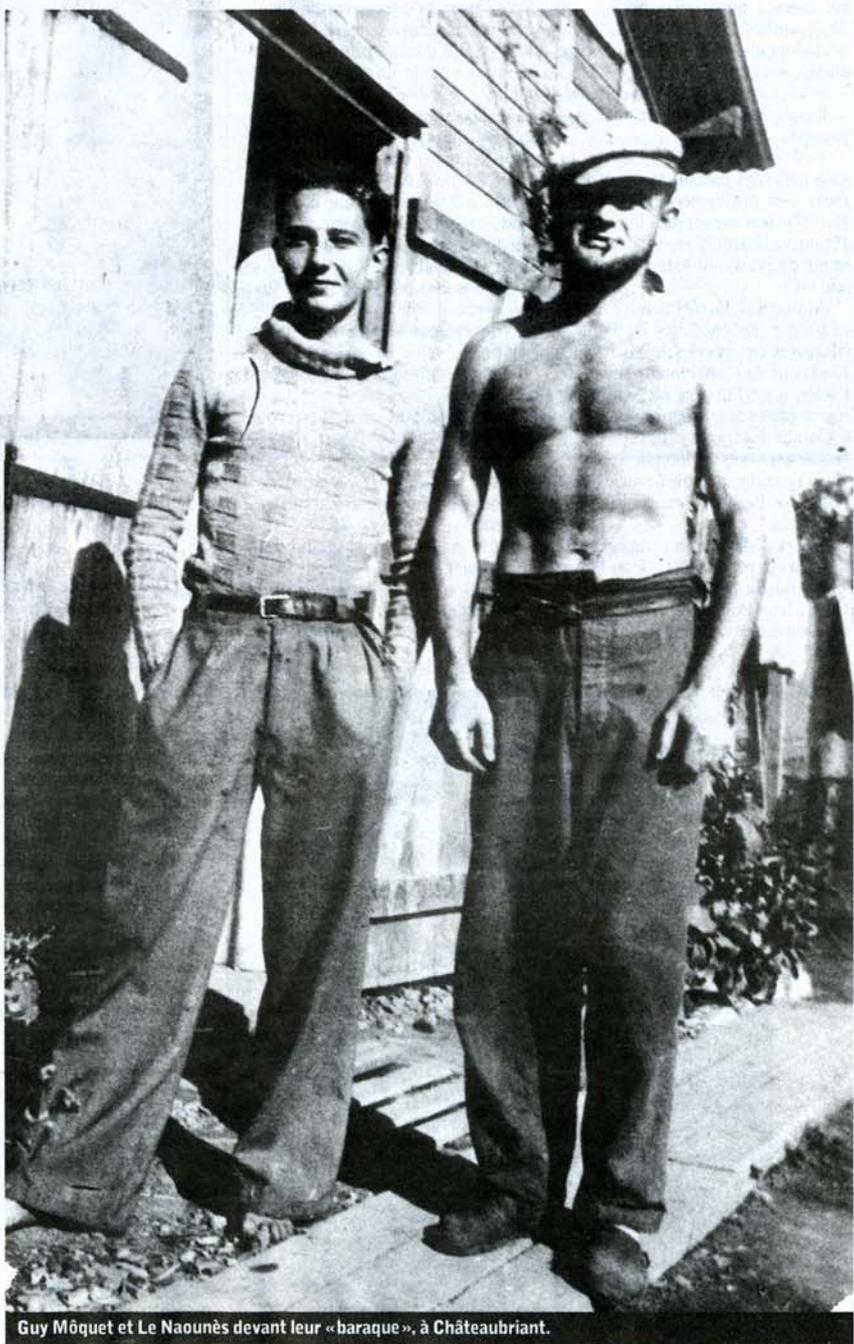
Qui sont tous en prison, aujourd'hui enfermés... »

Car les vociférations de Hitler sont devenues des actes. Les prières d'une

nom du ministre socialiste qui le signe, instaure même la possibilité de la peine de mort pour propagande communiste.

Guy a réagi avec panache, ce qui semble être son caractère, à l'arrestation de son père. Avec le sens du devoir aussi peut-être, le sentiment de devenir un homme, sans doute. Il quitte sa mère et revient à Paris : « Papa est arrêté, dit-il, je dois le remplacer. » Dans le 17^e arrondissement, il organise les Jeunesses communistes clandestines. À vélo, ils lancent des tracts à la volée. Ils inscrivent la nuit sur les murs : « Libérez les emprisonnés ». Guy rend compte à la direction du mouvement de l'activité de son secteur : « Tous les soirs en moyenne, trois à quatre cents papillons sont collés, les inscriptions à la craie sont en nombre indéfini. » Et un peu plus loin : « Trois de nos meilleurs camarades se sont fait arrêter et sont maintenant à la Santé, ce sont Planquet, Simon et Bersilli. » Le 13 octobre de cette année 1940, c'est son tour, gare de l'Est. La France, depuis le mois de mai, est occupée par les nazis. La police française, aux ordres désormais du gouvernement de colla-

Suite page 12



Guy Môquet et Le Naouès devant leur « baraque », à Châteaubriant.



Suite de la page 11

boration de Vichy et de Pétain, arrête les communistes français. Guy Môquet est interné à la Santé, puis à Fresnes. Jugé en janvier 1941, il est théoriquement acquitté, sans doute en raison de son âge, mais pratiquement maintenu en détention à Clairvaux, d'abord, puis au camp de Châteaubriant, dans la région de Nantes.

Le 21 août 1941, au métro Barbès-Rochechouart, celui qui deviendra le Colonel Fabien a tiré sur un officier allemand. C'est le premier acte en France de résistance armée. Le 20 octobre à Nantes, le lieutenant-colonel Holtz, commandant de la place, est

Jules Vercaux, dirigeant du textile CGT ; Désiré Granet, dirigeant du papier-carton CGT ; Jean Grandel, secrétaire de la fédération postale CGT... Les autres sont professeurs, étudiants, ouvriers. Presque tous sont communistes et nombre d'entre eux sont des élus. Charles Michels est député de Paris, Granet est adjoint à Vitry, Grandel est maire de Gennevilliers.

Guy Môquet, dix-sept ans, est le fils du député communiste de Paris Prosper Môquet. Pucheu choisit.

Louis Aragon a raconté les dernières heures des otages. Guy a écrit sur les planches de son baraquement : « Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les

21 août 1941, au métro Barbès-Rochechouart, celui qui deviendra le Colonel Fabien a tiré sur un officier allemand. C'est le premier acte en France de résistance armée.

abattu. À Paris, le général Stülpnagel ordonne de fusiller cinquante otages. Ce n'est pas la première fois que les nazis exécutent des patriotes. À Rouen, en juillet 1940, Étienne Achavanne a été exécuté après un sabotage. Le 23 décembre 1940, Jacques Bonsergent, dont une station de métro porte aussi le nom, est également exécuté.

Mais il s'agit maintenant de représailles de masse. De masse, mais pas aveugles.

Le 21 octobre, le chef du bureau du sous-préfet de Châteaubriant part pour Paris avec un dossier de 200 noms. Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur de Pétain, va choisir 27 noms. Les autres seront choisis dans d'autres lieux de détention.

Mais qui est Pierre Pucheu ? Administrateur des fonderies de Pont-à-Mousson, des aciéries de Micheville, fondateur du Cartel international de l'acier, il est l'un des plus éminents représentants de ce qu'on appelait alors le Comité des forges et de cette bourgeoisie qui, après le triomphe de Hitler, entend prendre sa revanche sur le Front populaire. Pucheu, donc, choisit. Politiquement.

Charles Michels, secrétaire général des cuirs et peaux CGT ; Jean-Pierre Timbaud, dirigeant de la métallurgie CGT ; Jean Poulmarch, dirigeant du syndicat des produits chimiques CGT ;

vingt-sept qui allons mourir. »

Quelques jours après, une lettre que lui adressée son père depuis le bagne d'Algérie lui revient. Elle porte simplement le cachet : « Retour à l'envoyeur ». Après guerre, la valise en carton bouilli de Guy reviendra à sa mère. Une chemise, un pull, une casquette à chevrons, une autre en toile. La valise est fermée par un bout de ficelle.

Le 22 octobre dans la carrière de la Sablière, il faisait beau à n'y pas croire. À quoi Guy pensait-il avant de s'évanouir ? Au ciel bleu, à ses parents, à Odette, rencontrée au camp et au baiser d'amour qu'elle lui avait promis ? Lui qui aimait la poésie, connaissait-il les vers de Rimbaud ?

« Vous êtes amoureux, loué jusqu'au mois d'août

Vous êtes amoureux, vos sonnets la font rire

Tous vos amis s'en vont, vous êtes mauvais goût

Puis l'adorée un soir a daigné vous écrire !

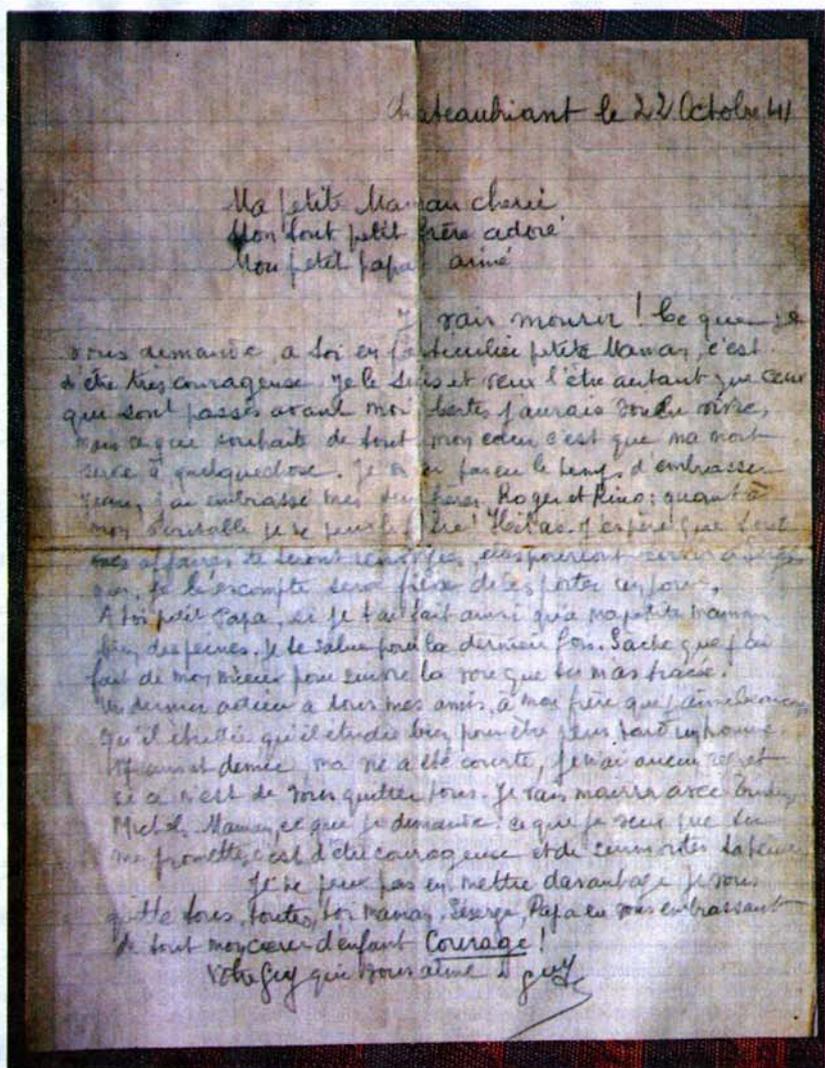
Ce soir-là... vous rentrez aux cafés éclatants,

Vous demandez des bocks ou de la limonade...

On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans

Et qu'on a des tilleuls verts sur la promenade. »

Maurice Ulrich



Lettre de Guy Môquet à ses parents

La dernière lettre du jeune résistant communiste Guy Môquet, fusillé par les soldats allemands le 22 octobre 1941

« Ma petite maman chérie, mon tout petit frère adoré, mon petit papa aimé,

Je vais mourir ! Ce que je vous demande, toi, en particulier ma petite maman, c'est d'être courageuse. Je le suis et je veux l'être autant que ceux qui sont passés avant moi. Certes, j'aurais voulu vivre. Mais ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose. Je n'ai pas eu le temps d'embrasser Jean. J'ai embrassé mes deux frères Roger et Rino (NDLR - ses « frères » de combat). Quant au véritable, je ne peux le faire hélas ! J'espère que toutes mes affaires te seront renvoyées, elles pourront servir à Serge, qui, je l'espère, sera fier de les porter un jour. À toi, pe-

tit papa, si je t'ai fait, ainsi qu'à ma petite maman, bien des peines, je te salue une dernière fois. Sache que j'ai fait de mon mieux pour suivre la voie que tu m'as tracée.

Un dernier adieu à tous mes amis, à mon frère que j'aime beaucoup. Qu'il étudie bien pour être plus tard un homme.

Dix-sept ans et demi, ma vie a été courte, je n'ai aucun regret, si ce n'est de vous quitter tous. Je vais mourir avec Tintin, Michels. Maman, ce que je te demande, ce que je veux que tu me promettes, c'est d'être courageuse et de surmonter ta peine.

Je ne peux pas en mettre davantage. Je vous quitte tous, toutes, toi maman, Serge, papa, je vous embrasse de tout mon cœur d'enfant. Courage !

Votre Guy qui vous aime. »



Guy Môquet, sa mère Juliette, son frère Serge (à gauche).

ANNE-MARIE MÔQUET :

« CE N'EST PAS UNE SIMPLE LETTRE ÉMOUVANTE »

« Je trouve l'initiative très bonne si cette lecture peut éveiller quelques sentiments chez les jeunes et leur enseigner l'importance de notre histoire. » La sœur de Guy Môquet, adoptée à l'âge de sept ans par Prosper Môquet, le père de Guy, lorsque celui-ci a épousé en secondes noces sa mère en 1960, rajoute : « J'aimerais éviter toute banalisation. » Elle souhaite que la lecture à chaque rentrée dans les lycées re-

place la lettre - dont elle conserve précieusement l'original - dans son contexte, « faute de quoi elle n'est plus qu'une simple lettre émouvante ». « Il n'a pas toujours été facile de vivre avec ce passé, mais j'en suis sortie grandie, estime Anne-Marie Môquet qui, depuis l'âge de sept ans, se rend régulièrement à Châteaubriant pour assister aux cérémonies à la mémoire des résistants.

« Ma petite Odette, je vais mourir »

Internée avec Guy Môquet au camp de Châteaubriant, Odette Nilès fut son amour de jeunesse et garda secrètement pendant soixante ans son dernier petit mot. Elle est aujourd'hui présidente de l'Amicale de Châteaubriant. Elle témoigne.

« En octobre 1941, on comptait un peu plus de 600 prisonniers dans le camp de Châteaubriant. Des hommes, arrêtés en 1940 (et même en 1939) au moment du décret Serol (1). Certains avaient déjà connu les prisons de Fontevrault et de Clairvaux. J'avais dix-sept ans quand j'y suis arrivée.

J'avais participé aux manifestations anti-allemandes organisées par les jeunes communistes à Paris. Arrêtée le 13 août 1941, je suis passée en cours martiale allemande au siège du ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique. Trois camarades ont été condamnés à mort, d'autres ont été déportés en Allemagne. J'ai d'abord été envoyée à la prison de La Roquette. De là, nous avons été 48 femmes à partir pour Châteaubriant. Il y avait avec nous Marie Bréchet dont le mari venait d'être guillotiné. Nous sommes arrivées de nuit dans une baraque qui comprenait 4 plats-bords de 12 places chacun. Et nous avons été surprises de trouver sur ces plats-bords des boîtes de conserves avec des petites marguerites des champs. Sachant que nous arrivions, les hommes du camp les avaient cueillies pour nous. Le lendemain, Jean-Pierre Timbaud (2) qui avait été désigné par ses camarades pour faire la liaison avec la direction du camp, nous a rassemblées pour nous expliquer comment les choses se passaient et nous aider à nous organiser. Dans le camp P1 étaient les premiers arrivés, notre baraque était dans le camp P2, séparée de celles des hommes par une barrière doublée d'un grillage. Le camp P3 était celui des prisonniers de droit commun.

En arrivant, on a su qu'étaient dans le camp, Roger Semat, le fils d'un dirigeant de la CGT (3), Guy Môquet, le fils d'un député (4). Il y avait un tas de jeunes, on a fait connaissance. À travers la barrière et les barbelés, c'était une très grande camaraderie. On se racontait des histoires, les films qu'on avait vus. On se prêtait quelques livres. Guy jouait de l'harmonica. La barrière faisait 1,50 m, les gars étaient appuyés dessus et les filles étaient derrière les barbelés. Le samedi et le dimanche on essayait d'organiser des manifestations sportives. La seule fois où les hommes ont pu passer on a fait une compétition d'athlétisme. On essayait aussi de faire des petites fêtes entre les camps le samedi et le dimanche. Et comme il y avait des intellectuels, des docteurs, des professeurs, on a organisé des cours.

Un jour est arrivé un certain Chassigne qui a fait la tournée des camps P1 et P2. Il s'est surtout intéressé au P1 où étaient les leaders syndicaux, le député communiste Charles Michels. Il s'est attardé dans les baraques, a parlé avec les prisonniers. Deux jours après, une vingtaine d'hommes étaient transférés dans une baraque désaffectée du camp P3, désignés en quelque sorte par le gouvernement français. Les Allemands ont remplacé les gendarmes dans les miradors. On se demandait ce qui se passait. À l'infirmerie avec Andrée Vermersch (5) qui avait mon âge, nous avons rencontré Jean-Pierre Timbaud et Charles Michels. Le premier nous a dit : « Les filles, si je meurs, je veux des œillets rouges sur ma tombe », et l'autre : « Je vous embrasse parce que



Bercy, 1^{er} avril 2007. Présente au meeting de Marie-George Buffet, Odette Nilès a lu la lettre de Guy Môquet.

vous me rappelez mes deux filles. » Ce n'est qu'après qu'on a compris, ils savaient ce qui se préparait.

Le 22 octobre, en faisant la corvée de « bouteillon » (de nourriture). Je vois au milieu du camp un fusil-mitrailleur. Ensuite arrivent les gen-

hommes sont emmenés dans une baraque, en passant Jean-Pierre Timbaud fait un signe de main. Nous avons vraiment compris quand notre camarade Marie Kerivel a été autorisée à aller dire au revoir à son mari (6). C'est là qu'elle a lancé, parlant de Guy Mô-

« C'est bien de lire dans les écoles la lettre de Guy Môquet à sa mère. Et notre amicale de Châteaubriant va suivre de très près la réalisation de cette promesse. »

darmes. Et nous sommes bouclés dans les baraques. Viviane Dubray, dont le fils a par la suite été fusillé à la Cascade du bois de Boulogne, monte sur une sorte de baril pour atteindre une petite lucarne et nous décrit la scène. Les

quet : « Prenez-moi à la place de ce gosse ! » Quand ces hommes ont chanté la *Marseillaise*, tout le camp les a accompagnés. Ensuite, on s'est rassemblés, il y avait même les droits communs. On a fait une minute de silence,



À gauche, le camp de Châteaubriant, Odette Nilès est au milieu du groupe ; sur la photo de droite on reconnaît Maryse Galjérian. Les deux femmes échapperont à la mort.

Henri Gautier a lu tous les noms.

Dans la baraque, Guy Môquet a écrit la lettre à sa mère. Et il m'a fait un petit mot qu'il a remis à un gendarme plus sympathique avec nous que les autres. J'ai caché ce dernier petit mot pour qu'il ne soit pas découvert dans les perquisitions des baraques. Je l'ai gardé soixante ans sans le montrer à personne.

Guy était amoureux de moi et je ne le savais pas. Il a écrit : « Ma petite Odette, je vais mourir avec mes 26 camarades, nous sommes courageux. Ce que je regrette c'est de n'avoir pas eu ce que tu m'as promis. » Là, il faut que j'explique : on était des jeunes militantes mais on n'était pas évoluées comme maintenant. Guy m'avait dit un jour : « Est-ce que tu serais d'accord pour me faire un patin ? » Et moi qui ne savais pas du tout ce que c'était, j'avais répondu : « Si tu veux. » Ensuite, il disait : « Mille caresses de ton camarade qui t'aime. Bises à toutes, à Marie (Marie Bréchet habitait dans son arrondissement, son mari qui avait été guillotiné était le secrétaire de Prosper Môquet). Mon dernier salut à Roger (Semat), Rino (Scolari), à la famille (sa table dans le camp, on constituait ainsi des petites familles) et à Jean (frère du député communiste de Paris, André Mercier). »

Guy Môquet était un battant, quelqu'un de très dynamique. Dans le camp, il entraînait toute l'équipe des jeunes. Il écrivait des poèmes. Il y en avait un sur Claude Lallais qui a été fusillé avec eux. Je l'ai gardé. Il disait : « Quant à Claude, ce vairon au regard séduisant... » Claude était marié depuis peu et Guy lui disait en riant : « Qu'est-ce que tu viens faire à la barrière, toi qui es marié ? » Guy était un blagueur, un titi parisien.

Châteaubriant m'a marquée à vie. On est quelques-unes encore. On se téléphone trois ou quatre fois par semaine. Il y a entre nous une très grande amitié. Pour moi c'étaient des sœurs, des frères, je les aimais comme ma famille.

C'est bien de lire dans les écoles la lettre de Guy Môquet à sa mère. Et notre amicale de Châteaubriant va suivre de très près la réalisation de cette promesse. C'est ce que j'ai dit quand j'ai été interrogée pour la télévision. J'ai dit aussi que lorsque Nicolas Sarkozy a fait lire cette lettre à la Cascade du bois de Boulogne, j'ai été bouleversée, parce que j'ai pensé aux pauvres petits enfants qu'il a envoyés chercher dans les écoles pour les réépicer chez eux. Et j'ai trouvé très malhonnêtes ses larmes de crocodile. Mais ça, ce n'est pas passé à la télé. »

Propos recueillis par Jacqueline Sellem

- (1) Le 10 avril 1940 ce décret, du nom du ministre socialiste de la Justice, institue la peine de mort pour « activités communistes ».
- (2) Secrétaire du syndicat CGT des métallurgistes parisiens.
- (3) Raymond Semat, secrétaire de la fédération CGT des métaux.
- (4) Prosper Môquet, député communiste.
- (5) La sœur de Jeannette Vermersch, dirigeante du PCF après la Libération.
- (6) Eugène Kerivel.

Éditorial

Une vie volée

PAR PIERRE LAURENT

Dès qu'elle a été annoncée par le président de la République, la décision de faire lire la lettre de Guy Môquet a suscité émotion et questions. Émotion chez tous ceux qui, comme nous, portent au cœur l'histoire et les combats de ce jeune résistant communiste, et de ses 26 camarades fauchés avec lui par les balles nazies. Quoi de plus juste qu'un hommage soit enfin rendu par la nation tout entière au martyr de Guy Môquet. Mais questions aussi, chez ceux qui s'inquiètent d'une opération de récupération, et dès lors d'un hommage qui risquerait le détournement de sens. Questions encore chez ces professeurs qui refusent les dérives d'une instrumentalisation de l'histoire.

Sensible à tout cela, l'*Humanité* n'entend pas bouder la reconnaissance nationale à laquelle accède Guy Môquet, mais fera tout au contraire pour lui donner pleinement honneur et sens. Comment pourrait-il en être autrement dans ces colonnes, qui, de génération en génération, ont sans cesse porté le message des 27 de Châteaubriant à travers l'histoire, qui seules de la presse nationale française, ont rendu compte chaque automne sans discontinuer de la cérémonie qui les honore dans la carrière de la Sablière de Châteaubriant ? L'*Humanité* poursuivra ce travail militant, ce travail de mémoire, transmettra encore et toujours l'histoire de la Résistance à ses lecteurs, en s'ouvrant sans cesse aux avancées de la connaissance et des recherches en la matière. Nous avons conçu ces pages avec ce souci de rendre la lettre de Guy Môquet à son contexte, d'être utile à tous ceux qui, en la lisant, voudraient comprendre ou donner à comprendre ce qui conduisit un jeune communiste de dix-sept ans qui ne demandait qu'à vivre à mourir ainsi.

Guy Môquet n'a pas choisi de donner sa vie à la France. On la lui a volée. Nous n'oublions pas ces lignes d'Aragon, ici reproduites, dans le *Témoin des martyrs* : « Est-ce bien la France, direz-vous, où se passent des choses pareilles ? Oui, c'est la France, soyez-en sûrs. Car ces vingt-sept hommes représentent la France mieux que ceux qui les ont désignés aux bourreaux allemands. »



Aragon, le Témoin des martyrs

« Fais en un monument. » C'est en substance ce qu'aurait fait dire Jacques Duclos – qui anime la direction clandestine du PCF – à Aragon en lui transmettant les renseignements recueillis sur place et les lettres des internés de Châteaubriant. Ce texte, imprimé en tracts répandus dans toute la France en 1942, a été lu à Radio-Londres et Radio-Moscou. La presse alliée l'a publié. Ces pages bouleversantes ont fait le tour du monde. Elles étaient signées « le Témoin » par celui qui, animant la Résistance intellectuelle de la zone Sud, adopta aussi le nom de François la Colère. Nous en publions de très larges extraits.

Je ne sais qui lira ce qui va suivre. Je m'adresse à tous les Français et aussi simplement à tous ceux qui, au-delà des limites de la France, ont quelques sentiments humains dans le cœur, quelles que soient leurs croyances, leur idéologie, leur nation. Peut-être seront-ils retenus de m'accorder créance, parce que je ne signerai pas. J'atteste qu'il n'est rien au monde que je voudrais autant pouvoir faire que d'avoir l'honneur de signer ceci. C'est la mesure de l'iniquité et de la barbarie qu'aujourd'hui nous ne puissions dire notre nom pour appuyer une cause aussi juste, aussi généralement considérée comme noble et élevée, qu'est la cause de la France. Ceux qui meurent pour elle dans notre pays meurent anonymes ; le plus souvent, on ne dit même pas qu'ils sont morts, et tout ce qu'on ose écrire, c'est qu'un individu a été exécuté. Je partage ici le glorieux anonymat de tant de morts que vous ne pouvez plus vous étonner de cet anonymat. Si j'élève une faible voix, c'est parce que certains des morts me l'ont demandé, c'est en leur nom que je vous parle. Ils sont tombés sous les balles allemandes. Ils sont morts pour la France.

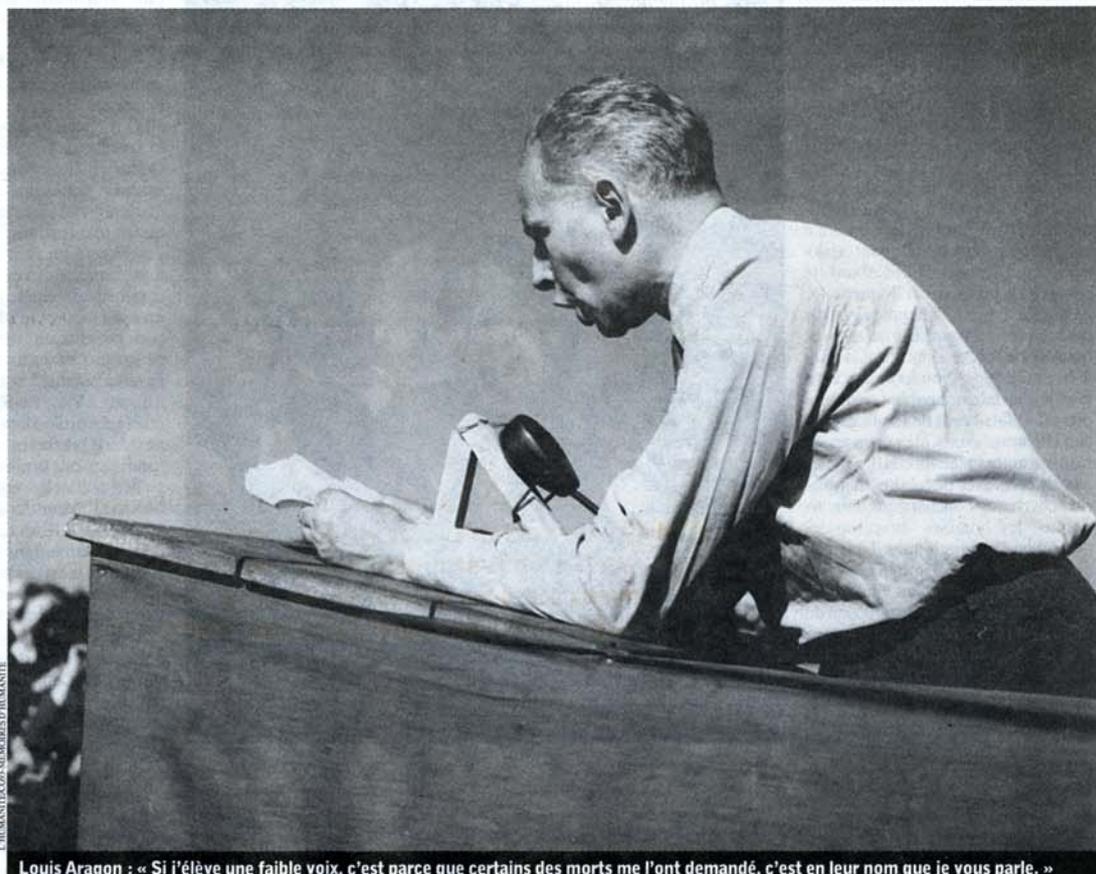
ON DIRA QUE C'ÉTAIENT DES COMMUNISTES

Les faits sont simples et personne ne les nie. le 22 octobre 1941, 27 hommes ont été exécutés par les Allemands à côté du camp de Châteaubriant (Loire-Inférieure) pour des faits datant de quelques jours, dont ils étaient totalement ignorants, pour l'acte d'hommes qu'ils ne connaissaient pas, sans s'être solidarisés avec ces hommes, mais livrés à l'occupant afin d'être exécutés, et cela par le ministère de l'Intérieur d'un gouvernement qui se dit français, qui en avait lui-même dressé la liste. Pris dans le camp où ils étaient détenus par une simple suspicion ou passibles de toute façon de peines moindres, ils ont été passés par les armes sur l'avis de ceux qui prétendent assurer la police dans le pays, y donnant ainsi l'exemple révoltant du crime.

On dira : c'étaient des communistes. Est-il possible que des Français, est-il possible que des hommes, unis à d'autres hommes, à d'autres femmes par les liens de la chair, de l'affection, de l'amitié, puissent se satisfaire d'une phrase pareille ? Tous ceux qui diront, croyant se débarrasser ainsi de la chose : c'étaient des communistes, n'entendent-ils pas que cela n'excuse pas le crime allemand,

mais que cela honore les communistes ? Ces hommes étaient prisonniers pour leurs idées, ils avaient défendu leurs croyances au mépris de leur liberté. Ils s'étaient refusés à suivre l'exemple de ceux qui, se reniant par lâcheté ou par intérêt, sont passés dans le camp de ceux

qu'ils combattaient la veille. S'ils avaient voulu les imiter, ils auraient pu, comme certains, revêtir l'uniforme allemand et être libres, collaborer aux journaux, aux organisations que l'Allemagne contrôle, et être libres. Ils ne l'ont pas voulu. On les a envoyés à la mort. Il y a eu dans le monde des hommes comme ceux-là, et même ceux qui ne croient pas en Dieu, ceux qui haïssent l'Église dont ils sont martyrs ne sont jamais à ce point entraînés par la violence anticléricale qu'ils ne reconnaissent pas la grandeur, la noblesse, la beauté du sacrifice des chrétiens



Louis Aragon : « Si j'élève une faible voix, c'est parce que certains des morts me l'ont demandé, c'est en leur nom que je vous parle. »

jetés aux bêtes, qui chantaient dans les supplices. Vous pouvez haïr le communisme, vous ne pouvez pas ne pas admirer ces hommes. Écoutez !

CHATEAUBRIANT, 20 ET 21 OCTOBRE...

Au camp de Châteaubriant, il y avait, en octobre 1941, un peu plus de quatre cents prisonniers. On sait ce qu'est la vie dans ces camps, on ne sait pas assez le courage qu'y déploient des hommes et des femmes démunis de tout, mais qui ne paraissent se préoccuper que de maintenir le moral de tous. À Châteaubriant, ils préparaient des divertissements communs, ils faisaient des cours pour mettre en commun le savoir particulier de chacun.

Le 20 octobre, un lundi, on y apprend qu'un officier allemand vient d'être tué à Nantes. Vers une heure de l'après-midi,

un officier de la Kommandantur confère avec les directeurs du camp. Il s'agit de désigner des otages. deux cents dossiers environ sont remis par le camp au chef de cabinet du sous-préfet qui les portera à Paris, au ministère de l'Intérieur, où seront choisis les otages. On ne peut s'en tenir à l'exposé nu des faits. Depuis qu'il y a des guerres, les belligérants ont considéré comme otages des hommes, des notables désignés d'avance pour porter les conséquences des actes de leurs concitoyens contre l'ennemi. Ici, c'est après l'acte que sont choisis de prétendus otages et parmi les hommes

qui ne peuvent matériellement en être solidaires. Quels hommes ? Des notables dont la perte aura un caractère retentissant ? Non ! Des hommes qui portent le poids de leurs idées, qui sont choisis par ceux-là qui prétendaient assurer l'ordre, leurs ennemis politiques qui y trouvent l'occasion de vengeances personnelles. Parmi eux, il y a des étudiants, des ouvriers. Quelques-uns sont presque des enfants. Ce n'est plus le bourgmestre qui répond de ses concitoyens comme jadis. – Otages ? – Non. – Martyrs ? – Oui.

Ce même 20 octobre, les troupes allemandes prennent la garde du camp, à la place des gardes mobiles français. Les prisonniers sont consignés dans les baraques jusqu'au lendemain 9 heures. Vers 9 heures du soir les sentinelles tirent dans le camp, croyant voir une ombre ; une balle entre dans la baraque 10 et siffle aux oreilles d'un prisonnier couché.

Le lendemain, la garde allemande est relevée. Des rumeurs circulent. Les prisonniers apprennent le départ pour Paris du chef de cabinet du sous-préfet avec les dossiers. On prétend que trente otages doivent être désignés dans le camp. Dans la baraque 19, il y a vingt et un hommes : une indiscretion a fait savoir que c'est de cette baraque que viendra le gros du contingent exigé. Vers 9 heures du soir, les soldats allemands reprennent la garde (...)

Voici les vingt-sept enfermés dans la baraque 6. Chacun reçoit une feuille et une enveloppe pour écrire ses dernières volontés. Kerviel est autorisé à faire ses adieux à sa femme internée dans le même camp.

J'ai sous les yeux le récit des mêmes heures fait par un autre interné qui se trouvait dans la baraque 10. Il traduit aussi cette angoisse

sourde et montante des deux journées, les bruits qui courent, encore incertains, les signes précis d'un événement qu'on croit deviner sans en être sûr. Puis l'arrivée de l'officier et des gendarmes.

« Quand s'ouvre la baraque 10, le sous-lieutenant Touya lance sans hésitation, avec un sourire pincé, un seul nom : Guy Môquet. Le nom est un couperet qui tombe sur chacun de nous, une balle qui perce chacune de nos poitrines. Il répond d'un seul : présent ! Et comme sans réfléchir, droit, plus grand que jamais, notre Guy s'avance d'un pas rapide et assuré, dix-sept ans, plein d'inconscience et de vie ! À peine éveillé aux premiers rêves de l'amour, il est parti, notre Guy, comme serait parti un peu de nous. »

On cherche à se persuader dans les baraques que la partie n'est pas jouée ; cependant, suivant un autre témoignage, les otages étaient si sûrs de leur sort que Timbaud avait décidé de liquider toutes ses provisions en un bon repas et demandé à deux de ses camarades d'écrire à sa femme et à sa fille s'il lui arrivait quelque chose. D'autres camarades faisaient remarquer à Pesqué qu'il serait prudent de fumer tout de suite ses trois paquets de tabac. Quant à Poulmarch, il se faisait disputer après le repas de midi pour ne pas avoir fait chauffer l'eau du thé : « Dépêche-toi au lieu de dormir ; nous n'aurons même pas le temps de boire le thé. » En effet, l'eau du thé est restée sur le feu.

LA MARSEILLAISE

Maintenant, dans les baraques, on attend. Chaque porte, chaque fenêtre a été condamnée avec un lit dressé contre les parois. ■■■



■ ■ ■ Ils voient le curé de Béré entrer dans le camp. Cela en dit long. Le curé de Châteaubriant s'est reculé. On voit passer Mme Kerivel, autorisée à voir son mari. L'espoir disparaît. C'est à 14 h 22 que le prêtre sort de la baraque 6. Cinq minutes plus tard, des camions allemands apparaissent sur la route. Alors, de la baraque, un chant monte : *la Marseillaise*. Tout le camp P1 reprend le chant à son tour. Oh ! les avez-vous jamais bien entendues, ces paroles françaises :

« Ils viennent jusque dans nos bras
Égorger nos fils, nos compagnes ! »

À 15 heures, les camions sont rangés devant la baraque 6. Voici les termes mêmes du récit d'un des rescapés :

« Le lieutenant ouvre la porte et commence le dernier appel. À l'annonce de son nom, chacun d'eux se présente. Les gendarmes fouillent, vident toutes les poches et leur attachent les mains, puis les font monter dans les camions. Chaque camion prend neuf camarades, ceux-ci n'arrêtaient pas de chanter et nous font des signes d'adieu, car ils nous voient à la fenêtre. Ténine interpelle l'officier allemand : « C'est un honneur pour nous, Français, de tomber sous les balles allemandes. » Puis, désignant le jeune Môquet qui n'a que dix-sept ans : « Mais c'est un crime de tuer un gosse... »

PRÉPARATIFS DE DÉPART

Il faudrait tout citer, chaque récit, car ils s'éclaircissent l'un l'autre. Dans cet autre, il y a des larmes aux yeux de ceux qui assistent impuissants au drame. Le geste instinctif de se découvrir quand éclate *la Marseillaise* des condamnés. Ah ! Ce n'est pas César qui salue ceux qui vont mourir, mais la France, mais l'avenir du pays pour lequel ils meurent. Comme ils reconnaissent les voix lointaines, celles de Timbaud, de Môquet ! Après *la Marseillaise*, il y a *le Chant du départ* et comment lire, dans ce texte d'un homme simple, sans en avoir les yeux humides, cette remarque :

« Qu'ils sont beaux, ces vers : Un Français doit vivre pour elle ! Pour elle, un Français doit mourir. » Puis vient *l'Internationale*. Et une voix seule, jeune, fraîche, entonne *la Jeune Garde*. C'est Môquet, pour sûr, le benjamin des otages. On ne peut pas couper ce récit-là.

« Par la fenêtre, nous voyons des ombres s'agiter à travers les interstices de la palissade. Nous devinons que nos camarades prennent place dans les camions. Nous nous massons aux fenêtres, côté nord, pour voir le départ de nos héros. Les gendarmes sont toujours là, impassibles, postés de dix mètres en dix mètres. Plus loin, sous le mirador, on distingue les silhouettes sombres des soldats allemands casqués et armés. Une voiture à cheval entre. Elle ne va pas loin. Un gendarme arrête le cheval par la bride et lui fait faire demi-tour. Le temps est superbe, le ciel d'une pureté exceptionnelle pour un 22 octobre. Pas une âme qui vive. La consigne est parfaitement respectée dans notre quartier. Seul Kiki, notre petit fox-terrier, se roule dans l'herbe, heureux de s'étirer et de s'ébattre au soleil. À côté de la 9^e, des pas martèlent le plancher. Enfin *la Marseillaise*, une fois de plus, s'élève de l'autre côté des palissades. Les moteurs sont mis en marche. Les camions vont partir. *La Marseillaise* s'envole des camions, irrésistible, gagne tout le camp, baraque par baraque. Les gendarmes rendent les honneurs militaires à nos camarades quand ils montent dans les camions et au moment où ceux-ci s'ébranlent... »

Alors, mus par le chant qui les a gagnés, ceux dont les camarades viennent de partir pour le supplice, tous se trouvent soudain – hors des baraquements. Ils sont quatre cents à chanter. Deux couplets, deux refrains de *la Marseillaise*.

LE SILENCE TOMBE SUR LES BOURREAUX

Le lieutenant Touya, qui tout à l'heure serait les mains de l'officier allemand qui venait prendre livraison des vingt-sept martyrs, est bien embarrassé, mais il montre aux détenus la sentinelle allemande, et déjà il siffle. Eux,

les détenus, sur un mot d'ordre qui circule parmi eux, se taisent et le silence tombe sur les bourreaux. Il faudra bien que le lieutenant consente quelques renseignements. De groupe en groupe, on se les passe, ainsi que la liste des otages. Touya leur a déclaré qu'ils seront fusillés dans une heure, à 16 h 15. Aussitôt, on décide de se rassembler à cette minute-là.

L'heure est lente et lourde à passer dans les baraquements. C'est pendant cette heure-là que, pieusement, dans la baraque numéro 6, certains vont recopier les instructions laissées par les condamnés.

Les planches où ils ont marché, qu'ils ont touchées, sont découpées et mises à l'abri comme des reliques.

À 16 h 15, les voilà tous rassemblés comme pour l'appel, tête nue ; en silence, trois cents hommes réunis par camp. Dans chaque camp, l'appel est fait. Au nom des fusillés, un camarade répond : « Fusillé ! » Une minute de silence. Cérémonial simple, sobre, spontané. Ils l'ont naturellement inventé. Et peut-être inaugureront-ils, pour la suite des temps, la commémoration qui fera du 22 octobre de chaque année un anniversaire pour tous les Français, le deuil, l'orgueil aussi, parce que vingt-sept Français sont morts comme on sait mourir chez nous.

De la soirée qui suit, que rapporter ? Seulement le courage de Mme Kerivel. Cette femme admirable, quand elle est venue à la cellule des condamnés embrasser son mari, prise de pitié à la vue du jeune Guy Môquet,

lieutenant Touya. Il est mort comme il a vécu. C'est une image qui restera de l'ouvrier français, notre frère.

Les gendarmes ont rapporté la montre de l'un, une lettre de l'autre, l'alliance d'un autre. Ils ont dit aux détenus ce qui se disait dehors. Eux-mêmes partagent l'émotion du camp et de la ville. La municipalité a refusé d'enfermer les corps dans les cercueils ignobles que les autorités allemandes avaient apportés. Les corps ont passé la soirée au château de la ville. On les dispersera le lendemain dans les divers cimetières de la région. Les familles pourront y aller, mais elles ne sauront pas quelle tombe est la leur, car les cercueils ne porteront pas de noms, mais un numéro correspondant à un registre, pour plus tard... et c'est tout. À la carrière, les gens du pays se sont rendus nombreux en pèlerinage ; on voyait encore les poteaux, le sang sur le sable. On sait maintenant que le même jour, à Nantes, vingt et un otages étaient tombés dans des conditions semblables. Quarante-huit en tout pour la journée du 22 octobre. Le dimanche suivant, plus de 5 000 personnes ont défilé dans la carrière, et déposé des fleurs.

GUY MÔQUET FUSILLÉ ÉVANOUI

C'est d'un garde mobile que l'on tient les détails de l'exécution. Cet homme déclare que les vingt-sept victimes lui ont donné une leçon de courage ineffaçable.

Guy Môquet, qui avait eu une faiblesse au départ, mais dont le courage avait été égal à ce-

« Est-ce bien la France, direz-vous, où se passent des choses pareilles ? Oui, c'est la France, soyez-en sûrs. Car ces vingt-sept hommes représentent la France mieux que ceux qui les ont désignés aux bourreaux allemands. Leur sang n'aura pas coulé en vain. »

a proposé aux officiers de prendre sa place. On le lui a refusé. Maintenant, son calme fait l'admiration de tous. Elle se promène sur la piste avec ses amis. « Pourquoi se frapper ? Nous ne sommes pas ici pour cueillir des fleurs, la vie continue. » Et elle dit aux femmes : « Surtout, faites votre fête dimanche, rien n'est changé ! » Elle tiendra ainsi toute la soirée, ce n'est que dans sa baraque que la fièvre s'emparera d'elle. Mais le lendemain la retrouvera debout, courageuse.

LES YEUX NON BANDÉS, LES MAINS LIBRES

C'est le lendemain que l'on apprend les détails de l'hécatombe. C'est dans une carrière de sable, à deux kilomètres de Châteaubriant, qu'ils ont été fusillés. Ils avaient traversé la ville en chantant *la Marseillaise* dans les camions. Les gens se découvraient sur leur passage. On imagine l'émotion qui régnait dans la ville. À la ferme voisine de la carrière, les paysans étaient consignés par les Allemands, portes et volets clos, une mitrailleuse braquée sur leurs portes.

Par un raffinement singulier, l'exécution a eu lieu en trois fournées. Il y avait trois rangées de neuf poteaux dans la carrière. Les exécutions ont été faites en trois salves : à 15 h 55, à 16 heures et à 16 h 10.

Les vingt-sept condamnés ont voulu aller à la mort les yeux non bandés et les mains libres. Ces hommes, en tombant, ont étonné leurs bourreaux, ils ont chanté jusqu'à la dernière minute. Ils criaient : « Vive la France ! Vive l'URSS ! Vive le Parti communiste ! » Le docteur Ténine a dit à l'officier allemand qui commandait le peloton : « Vous allez voir comment meurt un officier français ! » Et le métallurgiste Timbaud, avec cette décision qu'il a toujours montrée dans la vie, a choisi pour sa dernière parole un cri bien particulier qui risque de rester comme un souvenir dans le cœur des hommes qui ont tiré sur lui, Français : « Vive le Parti communiste allemand ! » Il avait demandé du feu à un gendarme pour fumer une dernière cigarette. Au départ, dans le camion, il a dit quelques mots sévères au

lui des autres en chemin, s'est évanoui dans la carrière. Il a été fusillé évanoui. Dans le pays, on se répète les mots des martyrs. Le jour de la Toussaint, les défilés ont recommencé, une gerbe de fleurs a été déposée à l'emplacement de chaque poteau dans la carrière tragique, des bouquets ont été portés dans les cimetières. Les autorités allemandes ont interdit les défilés et ont fait une enquête pour rechercher « les coupables » qui avaient apporté des fleurs.

Un détail terrible : lors de la mise en bière, l'un des cadavres (on frémit de le reconnaître) était trop grand pour la caisse. Un Allemand prit une barre de fer pour l'y faire entrer. Comme le fossoyeur municipal qui était présent protestait, l'autre cria : « Communist, pas Français ! » Ce mot-là, oui, il faudra qu'aucun Français ne l'oublie. Les brutes qui sont venues chez nous, jusque dans la mort, disposer de la nationalité des nôtres, d'un enfant de dix-sept ans, nous apprennent par là même ce qui nous unit contre eux. Il est seulement étrange et monstrueux que le mot de cette brute, il puisse se trouver parmi nous des gens pour le reprendre. Nous n'oublierons pas qui a envoyé au poteau cet enfant et ses vingt-six camarades, qui tranquillement, d'un bureau d'un de nos ministères, a jeté aux balles allemandes ceux qui devaient mourir *la Marseillaise* à la bouche et la France au cœur, parce qu'il pensait, comme les bourreaux : « Communistes, pas Français ! » (1).

QUELQUES DÉTAILS SUR LES VICTIMES

Il faudrait parler de ces vingt-sept hommes. Comment ne pas marquer à leur tête le député Michel qui portait, aux yeux des autorités françaises, le seul crime d'avoir voté contre la guerre, contre cette guerre à l'Allemagne : voici qu'il est tombé sous les balles allemandes, désigné par les autorités françaises. Il laisse une femme et deux enfants. À côté de lui, Poulmarch, secrétaire de syndicat à Ivry ; sa femme reste avec un enfant de six ans et deux personnes à sa charge. Voici le métallurgiste parisien Timbaud qui laisse une femme avec un enfant de treize ans, et deux jours de travail par

semaine. Voici Vercreusse, de Paris, mutilé de la face de l'autre guerre, qui laisse une femme sans ressources avec un enfant de huit ans. Les soldats du Kaiser n'avaient pu que le défigurer, ceux de Hitler lui ont donné le coup de grâce. Voici Granet, de Vitry ; sa femme fait des ménages pour élever un enfant de onze ans. Barthélemy, de Tours, retraité des chemins de fer, cinquante-sept ans, dont le fils est marié, mais la femme de ce fils a été emprisonnée à Niort. Bartoli, qui avait cinquante-trois ans, une femme et un enfant. Bâtard, d'Angers, lui, n'avait que vingt et un ans ; une mère le pleure. Bourhis, dont l'ordre de libération est arrivé le soir même de l'exécution, instituteur à Saint-Brieuc ; il laisse une femme institutrice et un enfant de six ans. Laforge, instituteur, devait comme lui être libéré. Il laisse une femme, professeur de lycée, et un enfant de dix-sept ans. C'est Lalet, étudiant de vingt et un ans, déjà marié, dont la libération est arrivée pendant qu'il écrivait ses dernières volontés ; cela ne l'a pas sauvé du poteau. Lefèvre, d'Athis-Mons, nous laisse une femme et quatre enfants. Le Panse, de Nantes, laisse une femme malade avec deux enfants de cinq et trois ans. Môquet, notre Guy, comme disaient les camarades, le martyr de dix-sept ans, avait à sa charge sa mère et son jeune frère de dix ans, son père étant lui aussi emprisonné. Pesque, docteur à Aubervilliers, cinquante-six ans, laisse un enfant. Pourchasse, trente-trois ans, laisse une femme sans ressources avec deux enfants de dix et quatre ans ; sa sœur a été arrêtée. Renelle, ingénieur de Paris, laisse une fille de vingt ans qui devra faire vivre sa grand-mère. L'artisan imprimeur Tellier, d'Armilly (Loiret), quarante-quatre ans, veuf. Le docteur Ténine, trente-cinq ans, celui qui dit : « Vous allez voir comment meurt un officier français ! », médecin à Antony, fils d'un chauffeur de taxi qui, sans travail, était à sa charge, venait de perdre son fils de huit ans, quelques jours plus tôt ; on dit que sa femme, apprenant l'exécution quelques jours après ce terrible deuil, s'est tuée volontairement (2). Voici Kerivel, dont la femme eut le triste privilège, prisonnière à Châteaubriant, de l'embrasser à la dernière heure. Voici Delavaquerie qui avait dix-neuf ans et en paraissait quinze. Houyn-Kong-Ha, Annamite, dont le pays a été livré aux Japonais tandis que lui était livré aux Allemands et que sa femme était jetée en prison à Rennes. Voici David, Grandel, Gueguen, Gardette... Tous des gens pauvres qui vivaient de leur travail.

EST-CE BIEN LA FRANCE ?

Est-ce bien la France, direz-vous, où se passent des choses pareilles ? Oui, c'est la France, soyez-en sûrs. Car ces vingt-sept hommes représentent la France mieux que ceux qui les ont désignés aux bourreaux allemands. Leur sang n'aura pas coulé en vain : il restera comme une tache indélébile au visage de l'envahisseur. Ce sang précieux, c'est le rouge de notre drapeau qu'il a retéint et qui, mieux que jamais, se marie au blanc et au bleu de la France pour marquer l'unité de notre pays contre l'ennemi installé sur notre terre et la poignée de traîtres pourvoyeurs de ces bourreaux. (...)

Copyright Jean Ristat

(1) On sait aujourd'hui que Pucheu, de qui à Alger justice devait être faite, était avant guerre l'homme qui pour les tristes remettait à Doriot l'argent de la trahison de classe et de la trahison nationale. Cette même main qui payait la provocation livra les patriotes aux balles allemandes. Comment aujourd'hui s'étonner des journaux que payent en France les patrons sains et saufs de Pucheu, et du travail qu'ils font, du langage de Goebbels par eux repris ?

(2) Heureusement inexact. Ce bruit m'était arrivé d'une source dont je n'avais pas de raison de douter : quelques mois plus tard Mme Ténine nous rendait visite à Nice, dans cette petite pièce où j'avais écrit les Martyrs. NDLR : Le lieutenant Touya, placé en résidence surveillée à Saintes, à la Libération, fut libéré, puis promu capitaine et décoré de la Légion d'honneur...



Je n'oublie pas Châteaubriant

Par Pierre-Louis Basse, journaliste à Europe 1, écrivain (1)

Qu'y faire, quand on met ses pas dans les pas de Guy Môquet, quand on s'endort au bras de son col roulé, quand on suffoque devant les lettres d'adieu, quand on rêve de la mitraille ?

J'ai la mémoire de Guy. J'ai la mémoire des 27 de Châteaubriant. Qu'y faire ? L'histoire se trouve brutalement confrontée à la puissance des images et du marketing. Un jour, c'est Doc Gynéco et Tapie qui montent sur l'estrade. Plus tard, c'est Jaurès, Blum ou Môquet. Dans la salle, la foule paresse et répugne à faire la différence entre tant d'icônes convoquées. À défaut d'explication, nos enfants finiront bien par s'échanger sur le dos de l'histoire, des images panini...

J'ai rencontré Guy Môquet dans le bocage du pays de la Mée. En septembre 1969. J'avais onze ans. Je comprenais à pas lent la tristesse de ma mère, Esther, lorsque nous emprunions à Nantes le cours des cinquante otages. Elle refaisait sans doute le chemin parcouru trente ans plus tôt, ramenant dans son baluchon, les planches des suppliciés. À moins qu'elle ne fut obsédée par l'évasion du camp de Choisel, de Pierre (mon grand-père) avec Auguste Delaune, le 25 novembre 1941. Pierre Gaudin fut repris, et ensuite déporté à Dachau, puis au Loibl Pass.

J'ai rencontré Guy Môquet, Jean-Pierre Timbaud, Claude Lalet, Émile David, Charles Michels et tous leurs frères de la Sablière, dans l'imaginaire que je me suis construit contre l'oubli. J'ai eu quinze ans. Cet imaginaire me conduisit, à son rythme, vers le refus des injustices sociales. Ces types, ils étaient communistes. Dans le groupe des otages, un seul

en effet était en rupture de banc : le Bourhis, jeune instituteur à Concarneau. C'est vrai, ils avaient chanté *l'Internationale* et *la Marseillaise*. Jusqu'au bout. Ils avaient crié, « vive 1789 ! » Ils avaient fait preuve d'une grande générosité. Le don de soi. Ils avaient mouillé la chemise, pour que nous puissions en profiter.

À peine en avais-je terminé, l'été, avec les plages de l'Atlantique, le vent dans les dunes de Saint-Brévin-les-Pins, la douceur des crêpes, les exploits du FC Nantes, qu'il me fallait reprendre le chemin de la carrière.

Qu'y faire encore ? Je mettais mes pas dans les pas de Guy. Je m'endormais au bras de son col roulé façon Rudi Hiden. Je suffoquais devant les lettres d'adieu. Je rêvais de la mitraille. Comment s'y prendre pour mourir, fusillé, quand on a dix-sept ans... ?

Plus tard, j'ai compris, avec colère et amertume, que la famille résonne d'une mémoire sélective. Je n'ai jamais cessé d'aimer les miens. Seulement, j'étais triste que l'on nous serve des vessies pour des lanternes. Pierre, mon grand-père, n'a jamais mis un rond dans la corbeille de Maurice Thorez pour son anniversaire. La corbeille passait chaque année. Ce qu'ils avaient fait de l'idéal de justice et de partage restait en travers de la gorge de ceux qui s'étaient fait trouer la peau pour notre traite ou la Sécurité sociale. Ah bon ? (...) C'était donc ça le socialisme ? Nagy, pendu à Budapest... Zatopek, humilié à Prague ? (...)

Oui, j'ai poussé la porte. J'ai voulu voir. J'avais vingt ans. Découvrant les livres de Milan Kundera, il m'a semblé apercevoir dans la nuit de Prague, du 20 août 1968, l'impossible retour d'un bel idéal.

En France, ce fut chose facile alors, d'oublier le sacrifice des 27 de Châteaubriant. Le sens de leur combat. Touvier, tranquille, cavalait d'église en église. Papon s'occupait de notre budget. Bousquet portait beau. Notre pays ne manquait pas de talent pour enterrer sa propre mémoire. C'était un temps encore déraisonnable. La télévision ne voulait pas entendre parler de *Chagrin et la Pitié* de Max Ophüls. Il faudrait attendre 1981 pour voir enfin ce chef-d'œuvre de nuance sur nos écrans.

Alors, je suis revenu à ceux de Châteaubriant. Je suis revenu, d'une certaine manière, au crime exemplaire de cette période de notre histoire. Aragon : « On m'excusera... de revenir sur la mort de Lalet et de Guy Môquet. Mais en tête du martyrologe de l'esprit, il m'a semblé que devaient s'inscrire les noms des plus jeunes victimes, comme toujours dans les sacrifices des religions anciennes, c'étaient les premiers fleurs, les premiers fruits, qui étaient de préférence portés à l'autel. »

Je suis revenu à Châteaubriant, convaincu en effet que les fusillés rêvaient pour nous d'un monde meilleur. Relire la dernière lettre de Jean Pierre Timbaud : « Toute ma vie j'ai combattu pour une humanité meilleure. »

J'ai marché dans la carrière, sachant bien que Pucheu et son émissaire Chassagne, Français de souche, avaient aidé les autorités allemandes, dans l'élaboration de la fameuse liste des 27. « Communistes, pas Français », criaient les soldats allemands, s'efforçant à coup de botte de replacer les corps dans les cercueils. Place de Clichy, rue Cavalotti, au Wepler, je n'ai jamais cessé de penser à Guy, sur son vélo, lâchant quelques tracts à la volée.

Le président de la République rend hommage à ceux de Châteaubriant. Il salue Guy Môquet. L'une de ses dernières lettres est lue par une jeune lycéenne. Prenons ce geste. Je l'avoue : je préfère l'hommage de la République, au coup de chapeau de Raymond Barre à Maurice Papon. Prenons ce geste, sans renoncer à l'explication. Je n'oublie pas Châteaubriant. Je marcherai dans la carrière. Je relis le poème de René Guy Cadou : « Ils sont appuyés contre le ciel.../ Ils sont une trentaine, appuyés contre le ciel.../ Avec toute la vie derrière eux.../ Ils sont bien au-dessus de ces hommes qui les regardent mourir.../ Ils sont exacts au rendez-vous.../ Ils sont même en avance sur les autres... »

Je n'oublie rien.

(1) Auteur de *Guy Môquet, une enfance fusillée (Stock)*, qui ressort en librairie le 13 juin prochain. Derniers livres : *Ma ligne 13, Ma chambre au Triangle d'or*.

Les premiers pas de la Résistance

Par Roger Bourderon, historien (1)

À l'automne 1940, tandis que Vichy met en place la collaboration, des embryons de réseaux de résistance se constituent. Dans la clandestinité, le PCF développe une stratégie de Front populaire face à l'ennemi.

L'arrestation de Guy Môquet, le 13 octobre 1940 est dans la droite ligne de la politique vichyste, dont la traque des militants communistes est un axe majeur. Début octobre 1940, avec le feu vert des occupants, 210 communistes parisiens sont arrêtés et internés - près de 5000 le sont dans toute la France jusqu'en juin 1941. Rappelons que, quoi qu'on en ait dit, le gouvernement légal de la France est bien celui du maréchal Pétain : les Chambres réunies à Vichy l'ont certes été dans une atmosphère de peur et de menace, mais il reste qu'elles lui ont donné le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs par 570 voix contre 80 et 20 abstentions, les députés communistes ayant été déchus de leur mandat en janvier 1940.

Dépendant du bon vouloir allemand mais doté de réelles marges d'autonomie, l'État français s'apparente par son programme de « Révolution nationale » au franquisme, au salazarisme, au fascisme, qui répondent à la hantise des couches dirigeantes de voir le bolchevisme triompher : l'expérience du Front populaire,



Rafle à Paris, le 20 août 1941. Document extrait du film *La Traque de l'Affiche rouge*.

quoiqu'éphémère, leur avait fait craindre le pire. La fin de la démocratie, l'anticommunisme radical du régime, son appui sur de vieux ressorts de la droite nationaliste - antisémitisme et antimacaronisme, stigmatisés avec le communisme comme les piliers de l'« anti-France » - assurent le soutien des milieux financiers

et industriels, de la plupart des cadres de l'armée, du haut clergé et de la droite classique.

Du fond de la défaite, l'opinion démoralisée s'accroche à Pétain, qui conserve le prestige du « vainqueur de Verdun » : sa « dictature charismatique », selon l'expression d'Henry Roussio, est consacrée par ses déplacements

trionphants dans les grandes villes de la zone Sud. Cependant les décrochages commencent dès l'automne, avec l'aggravation considérable des conditions de vie et surtout la rencontre de Pétain et de Hitler à Montoire (24 octobre 1940) et l'annonce par le maréchal du choix de la collaboration avec

le vainqueur. Dès lors, tout en restant pour l'essentiel attentiste, l'opinion se détache au fil des mois du régime : dès août 1941, Pétain dénonce le « vent mauvais » qui souffle

La Résistance communiste s'affirme avec la dénonciation des « traîtres de Vichy » et la revendication de l'indépendance nationale.

sur le pays. Son gouvernement multipliera dès lors les appareils répressifs, judiciaires et policiers.

D'abord isolés mais de plus en plus en prise avec la population, des refus de l'intolérable ont immédiatement surgi dans l'ombre : la Résistance commence à se structurer à l'automne 1940, en zone Sud comme en zone Nord. Quelques pionniers, de sensibilités politiques et de milieux

divers, jettent les bases de ce qui deviendra Libération Nord, Libération Sud, Liberté, Franc-tireur, Défense de la France, Musée de l'homme, Organisation civile et militaire... Apparaissent également les embryons de réseaux de renseignements ou d'évasion. De la France libre à Londres, dont les émissions radiophoniques sont très écoutées en dépit des interdictions, le BCRA commence à lancer ses antennes en France. Presse clandestine, tracts, papillons, constituent la face visible de ce foisonnement.

Au moment où Guy Môquet est arrêté, le Parti communiste commence à sortir de son enfermement dans le schéma de la « guerre impériale des deux côtés » imposé par Moscou après le pacte germano-soviétique, et dont la plupart des militants restés fidèles n'ont pas connu les dérives qu'il a engendrées. La Résistance communiste s'affirme avec la dénonciation des « traîtres de Vichy », la revendication de l'indépendance nationale, une tonalité de plus en plus antiallemande de la presse clandestine. Les efforts portent sur la reprise de contact ■■■

« On est tous l'étranger de quelqu'un »

Entretien avec l'écrivain **Marc Lévy**, auteur d'un récit sur des jeunes FTP MOI.

... avec la population laborieuse: les comités populaires sont la base essentielle de sa reconquête, notamment dans les usines. De même, dès l'été 1940, la MOI est relancée par la direction communiste. En mai 1941, le Front national de lutte pour l'indépendance de la France constitue un pas décisif vers le retour à une stratégie de style Front populaire. À cette renaissance, des militants de toutes générations se dévouent corps et âme, animés par leurs idéaux de solidarité, d'internationalisme, de construction d'un monde où chacun pourrait librement s'épanouir. Tôt arrêté, jamais relâché en dépit d'une libération le 24 janvier 1941, qui reste théorique car, comme bien des victimes de Vichy, il est immédiatement l'objet d'un internement administratif, Guy Môquet est de ceux-là.

Après l'invasion de l'URSS en juin 1941, le PCF passe à la lutte armée, mais ne revendique pas les premiers attentats contre les militaires. Les massacres d'otages qui suivent - Pucheu, ministre de l'Intérieur, oriente leur choix par l'occupant vers des communistes tout en négociant leur nombre - provoquent des réactions indignées dans l'opinion, mais dans le même temps cette première forme de la lutte armée crée un malaise jusque dans les rangs communistes, étant donné le prix payé.

Évoquer Guy Môquet demande que l'on ne perde pas de vue le contexte de son martyre et tout particulièrement l'écrasante responsabilité de la politique répressive de la France de Vichy.

(1) *Dernier ouvrage publié:* Rol-Tanguy, éditions Tallandier, préface de Christine Levisse-Touzé, 2004.



LES ENFANTS DE LA LIBERTÉ, par Marc Lévy, Éditions Robert Laffont, 436 pages, 21 euros.

Le 21 mars 1943, Raymond prend la ligne 12 du tramway de Toulouse. Au terminus, c'est Jeannot qui en descend pour faire, à dix-huit ans, ses premiers pas dans la Résistance, au sein de la brigade Marcel-Langer du réseau FTP MOI (1). Jusqu'à leur arrestation, puis leur évacuation, en juin 1944, du train qui les emporte en Allemagne, le quotidien de Raymond Lévy, de son frère Claude et des vingt garçons et filles qui les accompagnent est fait de sabotages, d'exécutions d'officiers allemands et de miliciens, de distributions de tracts. À vingt ans, Marc Lévy apprend que son père est un héros. Pourtant, celui-ci n'a qu'une simple phrase: « Beaucoup de copains sont tombés. Je veux juste que tu te souviennes de je suis ton père. » Comment se débrouiller avec autant de pudeur et de retenue? En prenant son temps, et en écrivant, le moment venu, ce livre qui commence par les adieux de Raymond à son propre père.

Qu'est ce qui vous a décidé, aujourd'hui à écrire ce livre?

Marc Lévy. C'est une histoire que j'avais envie d'écrire depuis longtemps, et longtemps je me suis demandé si j'avais assez travaillé, si j'allais être à la hauteur de cette histoire. Raconter est une chose, raconter en restituant en est une autre. J'avais envie de l'écrire pour deux familles de raisons. Des raisons égoïstes, celles du romancier, de l'artisan qui a toujours besoin de beaux personnages. Là, j'en avais de tout prêts, dans une histoire plus forte que ce que j'aurais pu inventer. Et une autre envie, celle, au-delà des raisons personnelles, de la faire lire pour tout ce qu'elle contient d'autre.

Et précisément, que contient-elle d'autre?

Marc Lévy. C'est un récit sur la fraternité, sur ce qu'il y a de plus beau en elle, la générosité. Ce sont des personnages animés par des sentiments d'une pureté incroyable. Elle contient les valeurs qui me sont les plus chères, le respect de l'autre, la croyance en un monde où l'étranger est un complément à sa propre identité plutôt qu'un danger, où la fraternité est dénuée de jalousie, d'envie. Ils étaient animés par des idéaux de tolérance, de liberté, de partage. En dépit de leur jeune âge, ils avaient une extraordinaire maturité politique.

La jeunesse ne rime pas avec innocence...

Marc Lévy. Au contraire, ils ont une vraie conscience politique, ils jouent un rôle d'élaboration politique au sein de la Résistance. D'où l'obsession de Jeannot d'expliquer à la population avant d'agir, de veiller à ne pas faire de victimes innocentes. Ce ne sont pas des guerriers, mais des soldats de la paix. Ils

se trouvent dans un monde envahi par la haine, le refus de l'autre, et la seule chose qui les anime, c'est de voir dans le noir les étincelles d'humanité. Ces sont les graines qu'il faudra semer après la victoire qu'ils préservent.

Votre récit montre la part éminente des étrangers dans les débuts de la Résistance. Être dans la Résistance française renforce cette fraternité. Il n'y a pas de repli de chacun dans son identité hongroise, espagnole, ou allemande.

Marc Lévy. Quand j'ai fait le résumé de l'histoire, j'ai écrit: c'est l'histoire de vingt adolescents, dont beaucoup vont mourir en criant « Vive la France » avec l'accent étranger. Et le personnage le plus génial de ce point de vue est celui de Charles Michalak, qui a tellement connu de pays qu'il se fait une langue patchwork que ses copains comprenaient très bien. L'identité de ces hommes et de ces femmes, va bien au-delà de l'appartenance à une communauté. C'est celle de personnes qui forgent une communauté et que la communauté ne définit pas.

Ils ont porté seuls les débuts de la Résistance dans le contexte toulousain.

Marc Lévy. Pendant presque dix-huit mois, pour l'action armée. Il y avait d'autres formes, comme les maquis, mais au début, on ne s'y battait pas, on stockait des armes en vue d'un débarquement futur. Cela dit, Jeannot se rend compte en 1944 que ce n'est pas rien. Mais au début, ces jeunes FTP MOI se sentent assez seuls (1).

Pourquoi surtout des étrangers?

Marc Lévy. Ils ne sont pas des super-héros, mais comme dit l'un d'eux, « On sait ce qu'on sait. » Les Italiens savent ce qu'est le fascisme, les Espagnols le franquisme, les Allemands le

nazisme, contrairement à beaucoup de Français. D'ailleurs, à partir d'un moment, ça pose un problème aux mouvements gaullistes, tous ces étrangers dans la Résistance. C'était, et c'est toujours, une gifle pour ceux qui ont dépassé leur identité nationale pour ce qui représente le gardien de toutes les identités de monde, le pays des droits de l'homme.

Pourquoi ont-ils si peu parlé?

Marc Lévy. Certains l'ont fait (2). Mais ce que j'ai cru comprendre, c'est que pour eux revendiquer leur héroïsme, c'est se mettre au-dessus des autres, et c'était à cent lieues de leurs préoccupations, sans compter des idées de leur mouvement. Et il y a l'idée que pour eux les vrais héros sont ceux qui y sont restés.

Vous avez voulu mettre en quatrième de couverture, à la place de l'habituel « prière d'insérer » cette simple phrase: « On est tous l'étranger de quelqu'un. »

Marc Lévy. C'est un des acteurs de cette histoire qui le dit. Pour moi, c'est une phrase d'humilité. Un journaliste du *Figaro magazine* l'a pourfendue en écrivant que c'était évident. Sa réaction même, et le ton qu'elle adoptait me font penser qu'aujourd'hui ce n'est pas si évident que cela.

Entretien réalisé par Alain Nicolas

(1) *Organisation de résistance armée créée à l'initiative du Parti communiste, les brigades de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) regroupaient les combattants étrangers.*

(2) *Raymond et Claude Lévy avaient publié, en 1953, Une histoire vraie, aux Éditions français réunis. Lire aussi de Raymond Lévy, Schwarzenmürtz ou l'esprit de parti, chez Albin Michel.*

Ces jeunes clandestins des premiers mois

Ils étaient membres des Jeunesses communistes avec Guy Môquet. Viscéralement antifascistes, antiracistes et résistants.

Juin 1940. C'est la débâcle. Le maréchal Pétain forme son gouvernement fantôme, à la solde de l'occupant nazi. Le pays est sidéré. Sur les murs, apparaît une affiche, imaginée par les propagandistes de Goebbels. Elle figure un soldat allemand portant un enfant. Avec ce commentaire: « Populations abandonnées, faites confiance au soldat allemand ». À sa vue, des gamins des faubourgs ouvriers de la capitale et de la banlieue parisienne enragent. Ils ont quinze, seize ou dix-sept ans, vingt ans pour les plus vieux. Ces filles et garçons, à peine sortis de l'enfance, se sont connus dans les colonies de vacances, celles de la Bellevilloise ou des municipalités communistes de la ceinture rouge. Beaucoup ont pris le chemin de leurs parents, militants, en adhérant à la Jeunesse communiste.



Jeunes résistants communistes (FTP), lors de la Libération de Paris, en août 1944.

Parmi eux, de nombreux enfants d'immigrés italiens, roumains, arméniens, juifs de

l'est de l'Europe, organisés au Parti communiste, dans les différentes branches de la

Main-d'œuvre immigrée.

Le trouble jeté dans les rangs communistes, en août

1939, par la signature du pacte germano-soviétique frôle à peine ces gamins. Ils sont viscéralement antifascistes, conscients du péril que représente Hitler, alors au sommet de sa puissance. Et déterminés, dès les premiers jours de l'occupation, à maintenir la flamme de l'esprit de résistance. Ils combattent tout à la fois pour la France, pour la liberté, et contre le poison du racisme et de l'antisémitisme qui ronge l'Europe. Roger Trugnan est de ceux-là. Fils d'un ébéniste juif originaire de Moldavie, il appartient à un groupe de JC dans le 11^e arrondissement de Paris, l'un des plus actifs. En dépit de l'interdiction du parti, depuis le décret Daladier de septembre 1939, et malgré la désorganisation provoquée par les arrestations, le lien est maintenu entre les jeunes militants. « Nous ne nous

sommes pas posé de questions, raconte-t-il. Combattre l'occupant hitlérien était, à nos yeux, impérieux. » Dans la clandestinité, le réseau des jeunes communistes se reconstitue rapidement. Dans la capitale, ses animateurs s'appellent Krasucki, Grinbaum (1), Brulstein, Capievic, Môquet... Le dimanche, les réunions sont maquillées en parties de ballon au bois de Vincennes ou en déjeuners champêtres. Le soir, des centaines de papillons sont collés, des inscriptions tracées à la craie ou au fusain sur les murs. Au début, les mots d'ordre visent surtout le régime collaborationniste. Le plus risqué? La distribution des tracts. Quand ils ne sont pas donnés de la main à la main à des connaissances, ils sont lancés, depuis les vélos, dans les squares ou les marchés. « Nous avions

Suite page 18

Suite de la page 17

aussi consigne de prendre la parole pendant les séances de cinéma, au moment des actualités », se souvient Roger Trugnan.

Dès l'été 1940, les étudiants et lycéens communistes publient un journal clandestin, *la Relève*. « Étudiants, vous ne permettrez pas qu'un régime de dictature et d'oppression vous ôte toutes vos libertés [...]! », proclame le premier numéro. À la Sorbonne, des étudiants communistes s'opposent ouvertement aux professeurs antisémites. Les tracts sont glissés entre les pages des livres de la bibliothèque Sainte-Geneviève. C'est de l'illustre université que partira, à l'initiative de François Lescuré, Francis Cohen et Suzanne Djjan, l'appel à la manifestation du 11 novembre 1940, lors de laquelle les nazis tirent sur la foule des jeunes gens de toutes opinions rassemblés aux Champs-Élysées.

Cet activisme de ceux qu'il baptise les « judéo-bolchéviques » inquiète vite l'occupant nazi. Dès le 30 septembre 1940, la Gestapo ordonne à la police parisienne de « mettre un terme à tout nouvel accroissement de la propagande communiste à Paris » (2). En réponse, le préfet de police Langeron prend un arrêté: « Toutes découvertes de tracts clandestins sur le territoire d'une commune de la Seine entraîneront l'internement administratif d'un ou plusieurs communistes noirs ». Les jeunes militants, en dépit de la répression, des filatures, des arrestations, n'en ont cure. Dès l'automne 1940, certains franchissent le pas de la lutte armée. Mais c'est à l'été 1941 que sont formés les « Bataillons de la jeunesse », des groupes armés chargés de perpétrer des attentats. Ils sont dirigés par Albert Ouzoulias, évadé d'un camp de prisonniers, et Pierre Georges, le fameux « Fabien », qui abat un officier allemand le 21 août 1941, au métro Barbès-Rochecouart. Ces groupes sont à l'origine de sabotages, d'exécutions d'officiers allemands, et de la vague d'attentats qui frappe Paris et plusieurs villes de province, à l'automne. Les jeunes communistes sont aussi chargés de renforcer les rangs des Francs-tireurs et partisans.

Traqués par la Gestapo et par la police de Vichy, des milliers d'entre eux seront internés, torturés, fusillés, ou déportés. Roger Trugnan est pris le 23 mars 1943, au petit matin, avec Henri Krasucki et une quarantaine de jeunes communistes de la MOI de Paris. Ils sont transférés à Drancy, puis déportés à Auschwitz, et au camp de Jawischowitz.

Rosa Moussaoui

(1) Fusillé avec Gabriel Péri et quatre-vingt-douze de ses camarades au Mont-Valérien le 15 décembre 1941.
(2) Rapport hebdomadaire de la Gestapo n° 2737, cité par Albert Ouzoulias dans les Bataillons de la jeunesse, Éditions sociales, 1972.

Ils sont morts avec lui

Les 26 hommes qui sont tombés à ses côtés sous les balles du peloton d'exécution étaient tous communistes sauf un, élus, responsables et syndicalistes. Leurs portraits et leurs derniers mots.



Camp de Châteaubriant. Parmi ce groupe, 7 des 27 seront exécutés par les Allemands.

► **Charles Michels**, trente-neuf ans, secrétaire de la fédération CGT des cuirs et peaux, député du Front populaire. Il écrit à sa femme: « Fais de nos filles de braves petites femmes et qu'elles se souviennent que leur père s'efforça toujours d'être un honnête homme et qu'il fit le plus qu'il put pour que les travailleurs aient une vie meilleure. Cela viendra... »

► **Jean-Pierre Timbaud**, trente et un ans, secrétaire du syndicat CGT des métaux de la région parisienne. Il meurt en criant: « Vive le Parti communiste allemand. » Sa dernière lettre: « Toute ma vie, j'ai combattu pour une humanité meilleure. »

► **Jean Poulmarch**, trente et un ans, secrétaire du syndicat CGT de la chimie de la région parisienne. Il écrit à sa femme: « Ton mari tombera la tête haute, le cœur solide, confiant dans l'avenir de bonheur qui régnera dans le monde. Vive le communisme! Vive la France libre, forte et heureuse! »

► **Titus Bartoli**, cinquante-huit ans, instituteur retraité de Digoïn. Il répond à l'officier allemand qui annonce qu'ils sont désignés: « Les communistes ne capituleront jamais. » Et écrit dans sa dernière lettre: « Mon seul regret est de ne pouvoir vous embrasser tous avant mon grand départ pour toujours. »

► **Henri Barthélemy**, cinquante-huit ans, cheminot retraité, arrêté pour avoir diffusé *l'Humanité* clandestine. Il inscrit ces mots sur le mur: « Vive le Parti communiste! Qui fera une France libre, forte et heureuse! »

► **Jules Verduyze**, quarante-huit ans, secrétaire de la

fédération CGT du textile. Il écrit sur les parois de la baraque: « Vive le Parti communiste! Quelques moments avant de mourir, fusillé par les Allemands. Baisers à ma femme et à mon cher Michel (son fils). »

► **David Emile**, dix-neuf ans, mécanicien-dentiste, secrétaire des Jeunes communistes de Nantes. « J'ai fait une paire de sabots à trèfle à quatre feuilles pour toi, chère maman; et l'hydravion pour mon petit frère... »

► **Claude Lalet**, vingt et un ans, étudiant parisien, arrêté au début de 1941, lors d'une manifestation contre l'occupant. À sa femme et à sa mère: « Je sais qu'il faut serrer les dents. La vie était si belle; mais garçons, oui garçons nos rires et nos chants... »

► **Désiré Granet**, trente-sept ans, secrétaire de la fédération CGT du papier-carton. À sa femme: « Comme tu me l'as demandé, je suis courageux et je n'ai pas peur de la mort. Aime bien notre petit comme je l'aimais, fais-en un homme courageux et honnête. »

► **Maurice Gardette**, artisan tourneur, soixante-six ans, conseiller municipal de Paris, arrêté en 1939. Il écrit à sa famille: « Arrêté le 19 décembre 1939 comme agent de l'Allemagne, c'est en bon Français que je m'apprete à mourir pour la Liberté. » Il écrit sur le mur: « Je meurs courageux et plein de foi révolutionnaire. »

► **Charles Delavacquerie**, vingt ans, imprimeur de Montreuil, arrêté en décembre 1940 pour résistance contre l'occupant. « On va venir me chercher pour me fusiller, avec des amis, nous

maux fils d'ouvriers qui ne demandions qu'à vivre et avions l'espérance, écrit-il à son père. Vivent les Soviets! vive l'URSS! »

► **Jean Grandel**, cinquante ans, secrétaire de la Fédération postale CGT, maire de Gennevilliers, conseiller général. « Pour vous deux, mes chéris, avec mes tendres bises, je vous lègue mon courage en héritage. » Il grave sur le mur: « Nous vaincrons quand même. »

► **Henri Pourchasse**, trente-quatre ans, métallurgiste d'Ivry, emprisonné fin 1940 pour avoir reconstitué sa section syndicale CGT. Sa dernière lettre: « Je meurs pour mon idéal, mes petits, eux, le verront. Sois persuadée, ma chérie, que je mourrai tout à l'heure, courageusement, aux cris de Vive la France! Vive le Parti communiste! »

► **Edmond Lefevre**, trente-huit ans, métallurgiste, arrêté en octobre 1940.

► **Julien Le Panse**, trente-quatre ans, ouvrier du bâtiment, arrêté début 1941 pour reconstitution du syndicat

CGT. « Je meurs pour mon parti et pour la France. »

► **Jules Auffret**, trente-neuf ans, dirigeant du PCF de la banlieue est, adjoint au maire de Bondy, conseiller général. « Adieu! Adieu! camarades, prenez courage; nous serons vainqueurs. »

► **Victor Renelle**, ingénieur chimiste, arrêté fin 1940. « Tu te rappelleras: le 22 octobre, à 2 heures, l'après-midi, ma dernière pensée sera pour toi et elle m'aidera à franchir ce dernier pas », écrit-il à sa femme.

► **Maurice Ténine**, trente-quatre ans, docteur en médecine, conseiller municipal d'Antony. « Je vous avais toujours recommandé le courage, écrit-il dans sa dernière lettre. Il vous en faut désormais beaucoup plus qu'il nous en a jamais fallu... J'irai à la mort bravement, sans rien regretter ni de ma vie ni de mes actes. » Allant vers la mort, il interpelle l'officier nazi: « C'est un honneur pour un Français de tomber sous les balles allemandes », puis désignant Guy Môquet qui le suit: « Mais c'est un crime de tuer un gosse. »

► **Antoine Pesqué**, cinquante-cinq ans, docteur en médecine d'Aubervilliers, arrêté le 2 octobre 1940. « Femme, n'écoute pas les apitoiements, porte en toi le sourire comme une cocarde. »

► **Eugène Kéritel**, cinquante ans, marin-pêcheur près de Nantes, arrêté pour diffusion de tracts anti-hitlériens. « J'ai vu que tu étais courageuse, écrit-il à sa femme, elle aussi internée et qui avait voulu prendre la place de Guy Môquet sur la liste des otages. Je m'en vais avec moins de regrets. »

► **Pierre Gueguen**, quarante-cinq ans, professeur, maire de Concarneau.



Guy et Jean Mercier, qui lui servait de père au camp.

► **Marc Bourhis**, trente-quatre ans, instituteur de Concarneau. « Je meurs conscient d'avoir toujours cherché à faire le bien », écrit-il à sa femme.

► **Raymond Laforge**, quarante-trois ans, instituteur de Montargis, arrêté le 8 février 1941. « Bonjour aux copains et adieu... Les "Fritz" nous attendent avec leurs mitrailleuses. »

► **Maurice Tellier**, quarante-quatre ans, imprimeur.

► **Huynh-Khuong An**, vingt-neuf ans, professeur indochinois, licencié de lettres de la faculté de Toulouse, secrétaire des Étudiants communistes de Lyon, arrêté le 18 juin 1941. « Il te faudra beaucoup de courage pour vivre, plus qu'il n'en faut à moi pour mourir. Mais il te faut absolument vivre. Car il y a notre chéri, notre petit que tu embrasseras bien fort quand tu le reverras », écrit-il à sa femme Germaine, elle aussi emprisonnée.

► **Maximilien Bastard**, chaudronnier de Nantes, militant des Jeunes communistes. « Je suis tout de même un peu troublé, écrit-il à sa famille, mais je n'ai pas peur, vous savez, et je saurai mourir en bon Français. »



Horasérie de *l'Humanité* encore disponible (*)

L'Affiche rouge : la véritable histoire du groupe Manouchian

un numéro exceptionnel avec, en exclusivité, le DVD du documentaire réalisé par Jorge Amat et l'historien Denis Peschanski (70 min).

(*) 10,60 euros (frais de port inclus), directement au journal ou auprès de votre marchand de journaux.

BULLETIN DE COMMANDE: Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Ville _____ Je commande _____ exemplaires

A renvoyer, accompagné impérativement du règlement, au service Diffusion militante de l'Humanité, 32, rue Jean-Jaurès, 93528 Saint-Denis CEDEX.